



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 29 septembre 2005

LES PARTENAIRES SOCIAUX EUROPÉENS APPELENT LES RESPONSABLES POLITIQUES EUROPÉENS À AGIR POUR SORTIR L'EUROPE DE LA LÉTHARGIE

Aujourd'hui, lors du sommet du dialogue social réuni par le président Barroso pour célébrer le 20^e anniversaire du dialogue social européen, UNICE/UEAPME, le CEEP et la CES ont appelé les responsables politiques européens à agir pour sortir l'Europe de la léthargie et ont annoncé l'engagement de négociations sur un programme de travail du dialogue social européen 2006-2008. Cette célébration est une bonne occasion de contribuer ensemble à la modernisation du modèle social européen.

Le dialogue social européen a débuté en 1985, pour discuter de la dimension sociale du programme du Marché Unique. Les premiers accords juridiquement contraignants furent négociés pendant la préparation de l'euro au milieu des années 1990, lorsque le rôle des partenaires sociaux a été reconnu officiellement dans le traité. Avec l'élargissement de l'Union européenne, la CES, le CEEP et UNICE/UEAPME ont adopté, pour la période 2003-2005, un programme de travail autonome centré sur deux grandes priorités : l'emploi et l'élargissement.

Le CEEP, UNICE/UEAPME et la CES ont discuté comment contribuer conjointement à la modernisation du modèle social européen. Ils ont réaffirmé leur soutien fort au programme de Lisbonne et à la stratégie européenne pour la croissance et l'emploi, et ont convenu que :

- Il est possible d'avoir une économie de marché qui fonctionne, avec un chômage faible et une protection contre les risques : l'expérience de certains États membres le démontre. Toutefois, avec près de 22 millions de chômeurs, une croissance insuffisante et des taux de productivité en baisse, on ne peut pas dire que l'Europe dans son ensemble soit à la hauteur de ses ambitions.

- Le modèle social européen se traduit par des systèmes sociaux nationaux différents ayant en commun l'objectif de combiner progrès économique et progrès social, compétitivité et protection sociale, productivité et solidarité.
- Pour que la stratégie européenne pour la croissance et l'emploi contribue à restaurer la confiance et trouve une dynamique dans les états membres, les politiques au niveau communautaire doivent clairement mettre le cap sur la modernisation.

«Au cours des vingt dernières années, le dialogue social européen a contribué au succès de projets européens cruciaux¹. Après avoir fermement soutenu l'élargissement de l'Union européenne et pris part aux travaux de la Convention, nous avons appuyé le traité constitutionnel en tant que compromis équilibré permettant d'améliorer la gouvernance dans une Union de 25 membres. Les partenaires sociaux européens ont l'intention de continuer à apporter une contribution constructive à l'intégration européenne. Mais le dialogue social européen compte sur le Conseil de l'UE et la Commission pour donner un signal clair de leur volonté de sortir l'Europe de sa léthargie» concluent les présidents de la CES, du CEEP, de UNICE et de l'UEAPME.

Le programme de travail du dialogue social européen 2006-2008 sera publié d'ici la fin de l'année 2005. Les discours prononcés par UNICE, l'UEAPME, le CEEP et la CES figurent en annexe.

Pour plus d'informations, veuillez contacter

Maria Fernanda Fau, UNICE
Liliane Volozinskis, UEAPME
Valeria Ronzitti, CEEP
Patricia Grillo, CES

Tél. : +32(0)2 237 65 62
Tél. : +32(0)2 230 75 99
Tél. : +32(0)2 229 21 42
Tél. : +32(0)2 224 04 31

www.unice.org
www.ueapme.com
www.ceep.org
www.etuc.org

¹ Soixante-cinq initiatives communes ont été prises par UNICE/UEAPME, le CEEP et la CES depuis le milieu des années 1980, notamment trois accords juridiquement contraignants (sur le congé parental, sur le travail à temps partiel, sur les contrats à durée déterminée), deux accords-cadres (sur le télétravail et sur le stress), deux cadres d'actions (sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, et sur l'égalité entre les femmes et les hommes) et un programme destiné à aider les partenaires sociaux des nouveaux États membres à se joindre au dialogue social européen.